Rencontres de la Chaire Éthique et Finance autour de l'investissement à impact





« Quelques clefs sur la valorisation des impacts économiques, sociaux et environnementaux »

Julie de Brux Associée fondatrice de CITIZING

Présentation du 8 avril 2021



des investisseurs' institutionnels

Sommaire



- Vous pensez ROI ? Nous aussi!
- Repères méthodologiques sur l'évaluation socio-économico-environnementale
- Quelques exemples concrets de monétarisation
- Brainstorming



Vous pensez R.O.I? Nous aussi!

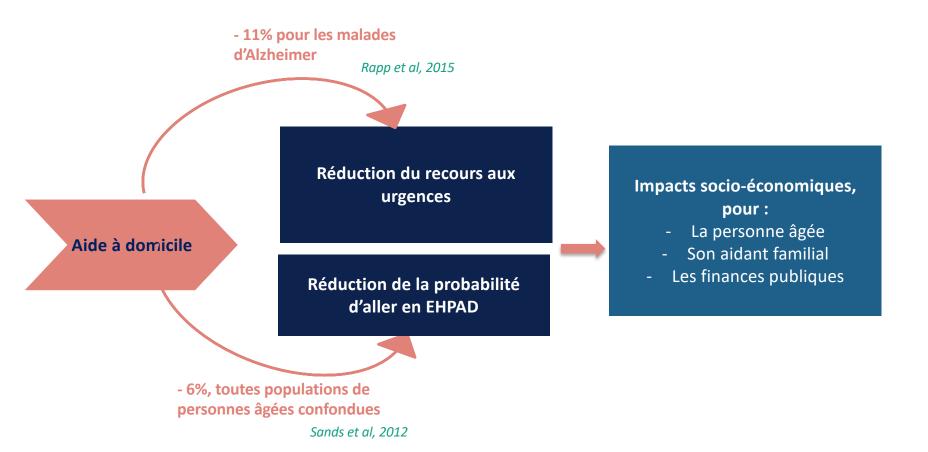
Présentation du dispositif

Le porteur de projet

- Fédération d'entreprises associatives qui proposent de l'Aide à Domicile
 - Personnes âgées
 - Personnes en situation de handicap
 - Familles en difficultés sociales
- Focus sur l'aide à domicile en faveur des personnes âgées :
 - Aide aux activités du quotidien : s'habiller, préparer un repas, etc.
 - Aide aux démarches administratives
 - Maintien du lien social
 - Coordination soins et adaptation du domicile
- Un service coûteux pour les finances publiques => difficulté de l'organisation à défendre ses budgets d'année en année



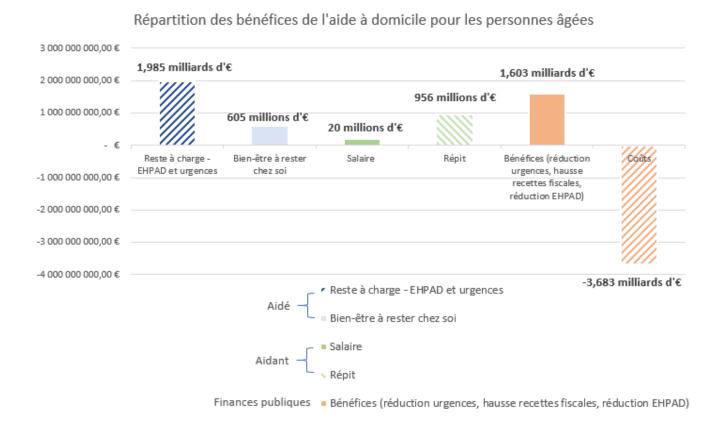
Aide à domicile pour les personnes âgées dépendantes : les liens de causalité





Résultats principaux

- Bilan socio-économique, net des coûts, de +1h d'aide à domicile pour 2,7milions de personnes âgées en GIR 1 à 3 qui vivent au domicile = 1,5 Mds€
- 1€ investi = 1,5€ de gains





Bref

- Le ROI n'est pas nécessairement financier, il peut être social et environnemental
- Un ROI socio-éco-environnemental peut être estimé :
 - En amont de la décision d'investir, pour allouer les fonds (nécessairement limités) là où la création de valeur collective sera la plus forte
 - **En cours de vie** de l'investissement, pour suivre et piloter la performance
 - A la fin du projet, pour communiquer sur son impact, décider ou pas de renouveler l'expérience
- Le calcul socio-économique est une obligation réglementaire pour certains investissements



Repères méthodologiques sur l'évaluation socioéconomicoenvironnementale

Mais que fait cet éléphant sur ce slide?



L'obligation d'évaluer en France

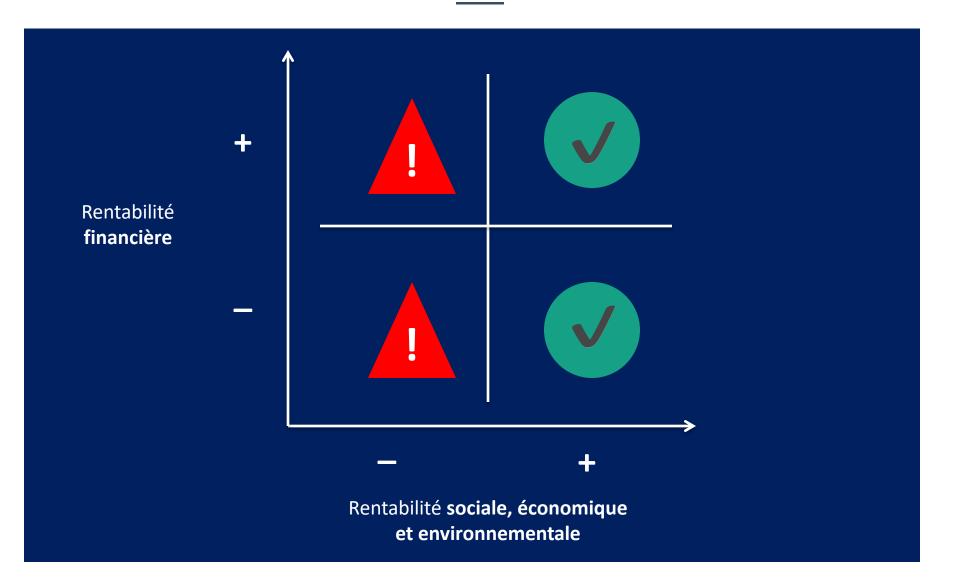
Article 17 de la LPFP du 31 décembre 2012 et décret 2013-1211 du 23 décembre 2013

« Les projets d'investissements civils financés par l'Etat, ses établissements publics, les établissements publics de santé ou les structures de coopération sanitaire font l'objet d'une évaluation socio-économique préalable. Lorsque le montant total du projet et la part de financement apportée par ces personnes excèdent des seuils fixés par décret, cette évaluation est soumise à une contre-expertise indépendante préalable.

Le Gouvernement transmet au Parlement les évaluations et les contre-expertises mentionnées au premier alinéa. »

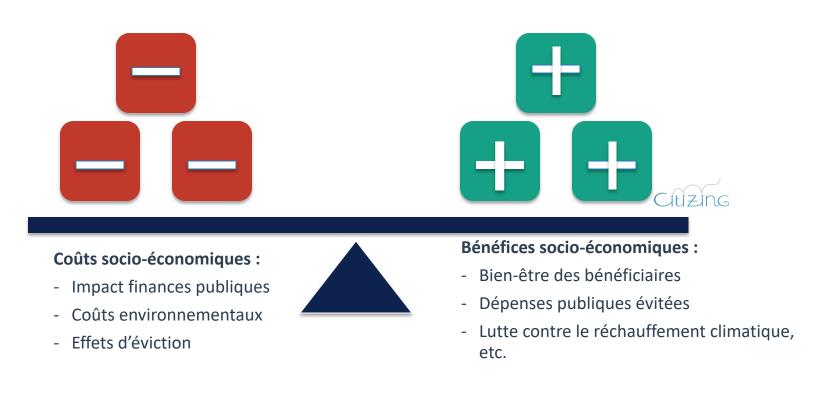


Un outil d'aide à la décision publique





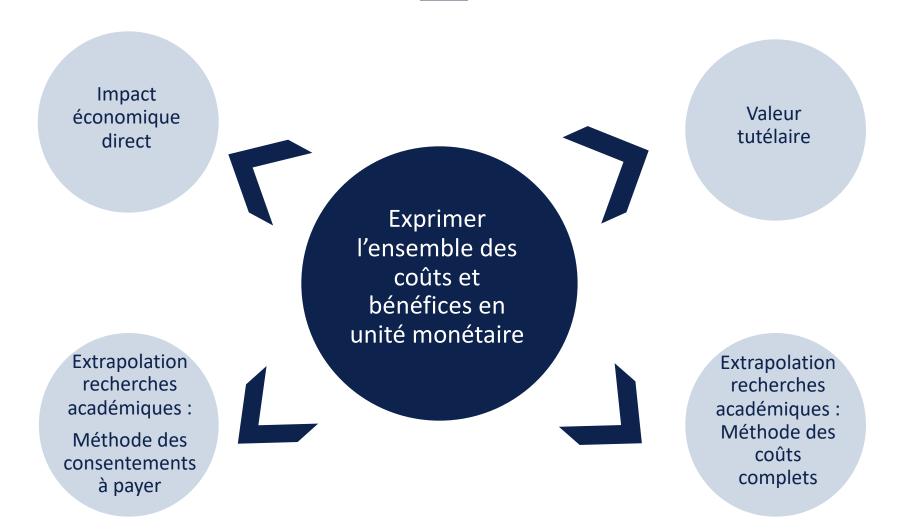
Le principe de l'évaluation socio-économico-environnementale



- Evaluation en différentiel : coûts et bénéfices avec projet vs. coûts et bénéfices sans le projet (appelé contrefactuel)
- A des fins de comparaisons, expression de l'ensemble des coûts et bénéfices dans une unité commune, l'unité monétaire = monétarisation



Comment monétariser les coûts et bénéfices socioéconomiques ?





Indicateurs socio-économiques finaux

Les indicateurs calculés

- Valeur Actualisée Nette (VAN) socio-économique : ensemble des gains socioéconomiques – coûts socio-économiques, ramenés en valeur d'aujourd'hui
- T.R.I. socio-économique : taux d'actualisation qui annule la VAN
- R.O.I socio-économique : ratio VAN socio-économique / coût
- Bilan désagrégé par acteur ou par nature d'impact

Points d'attention

- Coût socio-économique ≠ montant d'investissement
 - Soustraction du coût du contrefactuel
 - Inclusion des autres coûts (environnementaux, d'exploitation, etc.)
 - Multiplication par le COFP
- Coût d'Opportunité des Fonds Publics (COFP) : rareté et coûts de prélèvement de l'argent public (x1,25)
- Taux d'actualisation socio-économique : 4,5% (en révision par Groupe d'experts France Stratégie) : taux sans risque de 2,5% + prime de risque 2%



Quelques exemples de valorisation / monétarisation

Impacts finaux les plus régulièrement valorisés

- Coûts évités pour les finances publiques (maladie, chômage, etc.)
- Accès aux droits, sortie de la pauvreté et impact sur la mortalité
- Emissions de CO2 évitées
- Autres pollutions évitées
- Réemploi / recyclage et consommations évitées de ressources
- Gains de temps
- Gains de productivité
- Diplomation
- Mais aussi quelques exemples un peu plus Sioux ...



Cas (1/3)

Evaluation socio-économique du supercalculateur de Météo- France





3. Principaux résultats

Création de valeur socio-économique nette : 1 milliard EUR

• TRI socio-économique : 160%

• Valeur créée par euro public investi : 13€

1. Contexte

S'apprêtant à faire face à une saturation de sa ressource en moyens de calculs nécessaires à l'élaboration des prévisions météorologiques et des projections climatiques, Météo-France devait s'interroger sur l'ampleur de l'investissement à mettre en oeuvre pour répondre efficacement aux besoins des acteurs météosensibles.

2. Impacts chiffrés

- Sécurité des personnes et des biens
- Agriculture
- Energie
- Aérien
- Défense





Focus sur la stratégie de monétarisation de 2 impacts économiques directs

Agriculture, prévision à courte échéance

- Les traitements phytosanitaires requièrent des conditions hygrométriques et de température très spécifiques
- Le coût des traitements équivaut à une dépense pour les agriculteurs d'environ 6 Milliards € /an
- A ce jour, 5% des traitements sont « ratés » (effacés par la pluie, le vent) = 300 M€
- Le futur supercalculateur (option 2) permettra d'éviter 20% des traitements ratés => coût évité = 60M€/an

Cyclones

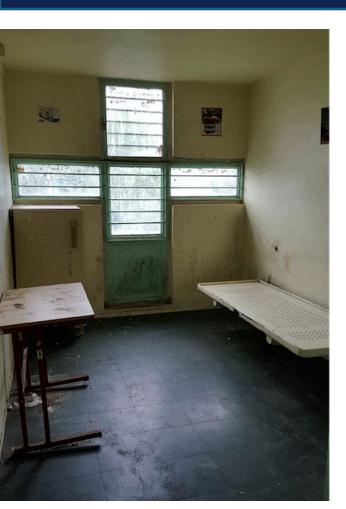
- A ce jour, à 24h, on ignore la trajectoire des cyclones à 50 km près
- Or, 50 km = diamètre de l'île de La Réunion
- Par mesure de prévention : alerte orange, i.e. 50% de la vie économique coupée, soit 23M€/ jour
- En moyenne, 3 fausses alertes /an
- Avec le futur supercalculateur, on améliore la prévision de la trajectoire des cyclones et on évite 70% des fausses alertes => bénéfice socioéconomique = 49M€/an



Cas (2/3)

Evaluation socio-économique de la rénovation d'une prison





1. Contexte

- Contexte local de surpopulation carcérale (184%) + vétusté bâtimentaire
- Au niveau national, 40% des personnes détenues sont réincarcérées dans les 3 ans
- Le Ministère de la Justice a chiffré la reconstruction de l'établissement, avec augmentation du nombre de cellules (+200) à + de 100M€ : utile ou pas utile ?

2. Impacts identifiés

- Baisse de la récidive
- Suicides
 - Baisse du contentieux
- Baisse des émissions de CO2
- Amélioration de la qualité de vie au travail

3. Principaux résultats

 A nombre de personnes détenues constant, il faut reconstruire la prison : VAN positive





Focus sur la stratégie de monétarisation d'un impact via la méthode des coûts complets

La probabilité de récidive

- A ce jour en moyenne, dans les 3 ans qui suivent l'incarcération, 40% des personnes détenues retournent en prison
- Article de Mastrobuoni et Terlizzese (2015) : étude de l'effet de la réhabilitation d'une prison sur la probabilité de récidive à Bollate en Italie où le cadre institutionnel et la politique carcérale sont proches de la France : une année passée dans la prison réhabilitée => baisse de 10 points de la probabilité de récidive (de 40 à 30%, soit une baisse de 25% de la récidive)
- Dès lors quel est le coût de la criminalité ?
- « The economic and social cost of crime » (2015, UK) attribue une valeur à l'ensemble des coûts que la criminalité inflige à la société (magistrats, policiers, manques à gagner de salaires des détenus, montants des dommages et intérêts versés aux victimes)
- Le coûts de la récidive attribuable à cette prison, qui serait actuellement de 13 M€, diminuerait de 3,25M€/an



Cas (3/3)

Evaluation socio-économique de la rénovation d'un quartier résidentiel social





1. Contexte

Dans un quartier de logements sociaux aux nombreux défis (problèmes sociaux, déficit d'entretien des immeubles, incivilités), le bailleur souhaite investir massivement afin de redonner de la valeur patrimoniale et d'améliorer l'attractivité du quartier.

Cet investissement n'est pas financièrement rentable. Pour autant, faut-il l'abandonner ?

2. Impacts chiffrés

- Amélioration du bien-être des locataires
- Amélioration du bien-être aux abords du groupe scolaire
- Baisse des émissions de CO2
- Les résidents voisins
- Amélioration du tri sélectif

3. Impacts / bénéfices

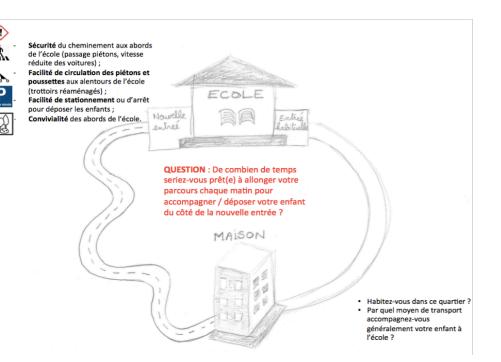
VAN positive : la rénovation du quartier créé plus de valeur collective qu'elle ne coûte





Focus sur la stratégie de monétarisation d'un impact via la méthode des préférences révélées

Le gain de sécurité et de convivialité aux abords de l'école



Protocole d'enquête

- De combien de temps seriez vous prêt(e) à rallonger chacun de vos trajets jusqu'à l'école pour que celui-ci soit plus sécurisé et pratique ?
- 70 personnes interrogées

Résultat

- En moyenne, + 4,6 minutes par trajet

- → Utilisation de la valeur tutélaire du temps (Rapport Quinet) : 1h de déplacement Domicile travail/études/garderie en Ile de France est fixée à 12,6€2010/heure.
- → 570 élèves dans le groupe scolaire et 160 jours d'école par an
- → Valeur socio-économique des travaux d'aménagements aux abords du groupe scolaire = 587K€/an



Ouverture des échanges

ESG, finance d'impact, évaluation : où en est-on ?

Pour évaluer quoi et pour qui ?

Dans quels secteurs ?

- Aménagement urbain
- Établissements pénitentiaires
- Insertion sociale
- Education
- Numérique et inclusion numérique
- Accès à l'emploi

- Energie et accès à l'énergie
- Mobilité (infrastructures et services)
- Météorologie,
- Eau et assainissement,
- Promotion de l'entrepreneuriat
- Politiques sociales, de santé etc.

Qui demande des évaluations socio-économiques ?

- Ministères et établissements publics de l'Etat
- Fédérations d'associations
- Associations / CIS
- Collectivités
- Délégataires privés de service public
- Quid de la finance d'impact ? Quel risque d'impact washing ? Comment y faire face ?



Prochaines rencontres de la Chaire Éthique et Finance autour de l'investissement à impact

27 mai : Mathilde Lemoine : l'approche impact chez les économistes

L'intervention de Mathilde Lemoine vise à présenter comment les économistes peuvent contribuer opérationnellement à la transformation durable. Il s'agira de démontrer que leur mode opératoire intègre les mêmes principes méthodologiques que l'approche impact (analyse et définition des enjeux, identification des actions, projection dans le temps, définition d'une trajectoire, contrôle). Mais les conclusions et les recommandations seront différentes car certains critères seront privilégiés en fonction du contexte historique, géographique, politique, social et sociétal mais aussi en fonction de la sensibilité personnelle de l'économiste à certains enjeux.

24 juin : Anne Laure Hernandez : évaluation et mesure d'impact social